

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUIN 1928.

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA RÉTRIBUTION DES MEMBRES DE LA COUR DES COMPTES (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. GENDEBIEN.

MESSIEURS,

La proposition qui nous est soumise par nos deux questeurs, au nom du Bureau de la Chambre des Représentants, a pour but d'ajuster le traitement des membres de la Cour des comptes aux traitements arrêtés par la législature pour les membres de l'ordre judiciaire.

Comme nous le voyons dans les développements de la proposition qui nous est soumise, les traitements des présidents et des conseillers ont toujours été fixés par analogie avec les traitements de la magistrature d'appel; le président de la Cour des comptes recevant un traitement inférieur à celui du président de chambre de la Cour de cassation et supérieur à celui des premiers présidents des Cours d'appel.

Le traitement des conseillers, lui, a toujours été assimilé à celui des présidents de chambre des Cours d'appel.

Par application de ces principes, la proposition que nous examinons fixe le traitement des présidents de la Cour des comptes à 85,000 francs, traitement équivalent à celui prévu dans le projet de péréquation du 22 décembre 1927, pour le président de chambre à la Cour de cassation et de premier président de la Cour d'appel, ces deux traitements étant égaux dans le projet.

Mais la Chambre a élevé, en première et en seconde lecture (6 et 14 juin 1928), le traitement du président de chambre à la Cour de cassation, à 88,000 francs et a maintenu celui des premiers présidents des Cours d'appel à 85,000 francs. Ce vote sera vraisemblablement ratifié par le Sénat.

Il s'en suit que le traitement du premier président de la Cour des comptes devrait être majoré afin de dépasser, suivant l'usage, le traitement des premiers

(1) Proposition de loi n° 197.

(2) La Commission était composée de MM. Carton de Wiart, président, Carlier, Eekelers, Gendebien, Golenvaux, Melckmans et Pierco.

présidents des Cours d'appel et se rapprocher quelque peu de celui du président de chambre à la Cour de cassation.

Actuellement la chose est possible, une différence ayant été établie par la Chambre entre les deux traitements des magistrats envisagés.

Votre Commission croit d'autant plus qu'il y a lieu d'admettre sa suggestion de majoration en faveur du premier président de la Cour des Comptes qu'elle estime que le plus haut en grade doit avoir une situation supérieure.

Elle vous propose donc de majorer de 1,500 francs le traitement du premier président et de porter ainsi celui-ci à 86,500 francs, le président conservant le traitement de 85,000 francs.

Une deuxième remarque s'impose encore : la proposition que nous examinons accorde des augmentations triennales de 1,500 francs, sans pouvoir dépasser 9,000 francs. C'est ce qui est alloué aux magistrats par le projet du 22 décembre 1927.

La Chambre, ici encore, a adopté une autre formule de majoration pour les magistrats. Votre Commission estime qu'il y a lieu d'appliquer le même régime aux membres de la Cour des Comptes y compris les Premier Président et Président et de leur accorder, comme aux magistrats, des augmentations après chaque période de trois années de fonctions effectives, les Présidents et Conseillers de la Cour d'appel, recevant six augmentations successives : quatre de 1,500 francs et deux de 2,500 francs; les greffiers obtenant dix majorations successives : huit de 1,000 francs et deux de 1,500 francs, il n'est plus question de la limite de 9,000 francs.

En proposant cette majoration du traitement du Premier Président de la Cour des Comptes et les augmentations triennales aux membres de celle-ci, votre Commission entre dans les vues des auteurs de la proposition qui prévoyaient ces modifications dans le cas où la législature apporterait des changements au projet de péréquation des traitements des magistrats.

Les autres articles de la proposition n'ont pas donné lieu à critique.

En ce qui concerne le personnel de la Cour des Comptes, votre Commission s'est demandé, comme du reste les auteurs de la proposition, s'il n'y avait pas un trop grand nombre d'employés.

En effet, après l'armistice, en présence de la besogne vraiment énorme qui incombait à la Cour des Comptes, celle-ci dut renforcer considérablement son personnel. Celui-ci compte en ce moment 170 fonctionnaires et employés en activité de service plus 7 en disponibilité sans traitement pour raison de convenances personnelles ou mis à la disposition de la Colonie.

A ces 170 fonctionnaires et employés en activité de service, il faut ajouter 23 huissiers et messagers, un huissier-concierge, des femmes d'ouvrage appointées ou salariées, au total 44 personnes.

Sur demande du bureau de la Chambre, M. le Premier Président de la Cour des Comptes fit ressortir l'importance du travail que la Cour des Comptes doit effectuer pour accomplir la haute mission de contrôle qui lui est confiée par le Parlement et il énumère tous les travaux accomplis.

A moins de renoncer à la vérification qu'ils comportent, conclut le Premier Président, il convient de maintenir *momentanément* en fonctions le personnel dont il dispose actuellement, d'autant plus que la nouvelle péréquation des pensions qui est annoncée alourdira très certainement encore la charge qui lui incombe. Enfin, respectueuse des désirs manifestés en ce qui concerne une sévère compression des dépenses, désirs auxquels elle s'associe pleinement, la

Cour des Comptes déclare que, dès l'instant où ses travaux auront pu reprendre la marche normale, elle s'empressera d'entrer dans la voie indiquée par le Parlement, en procédant à la réduction du personnel de ses bureaux. Le Parlement en prend acte.

Votre Commission est unanime pour reconnaître la besogne très lourde qui incombe à la Cour des Comptes et pour proclamer les services éminents qu'elle rend au pays.

Comme conclusion de la première partie de ce rapport, votre Commission propose les amendements suivants à l'article 1^{er} :

A. — Porter le chiffre du traitement du Premier Président de la Cour des Comptes à 86,500 francs.

B. — Remplacer le paragraphe final par le suivant :

Les membres de la Cour des Comptes reçoivent, après chaque période de trois années de fonctions les majorations de traitement suivantes :

Les présidents et conseillers six majorations successives : quatre de 1,500 francs et deux de 2,500 francs ; les greffiers huit de 1,000 francs et deux de 1,500 francs.

Sous réserve de ces modifications, votre Commission vous propose à l'unanimité d'adopter la proposition qui vous est soumise.

Le Rapporteur,
L. GENDEBIEN.

Le Président,
H. CARTON DE WIART.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JUNI 1928.

WETSVOORSTEL BETREFFENDE DE BEZOLDIGING VAN DE LEDEN VAN HET REKENHOF ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GENDERBEN.

MIJNE HEEREN,

Het voorstel dat ons wordt voorgelegd door onze Quaestoren, namens het Bureau van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, streeft er naar de wedden van de leden van het Rekenhof aan te passen aan de wedden door het Parlement vastgesteld voor de leden der rechterlijke orde.

Zooals wij dit zien in de toelichting van het voorstel dat ons wordt voorgelegd, werden de wedden der voorzitters en leden steeds in overeenstemming gebracht met de wedden van de magistraten van de Hoven van Beroep; de voorzitter van het Rekenhof ontving eene wedde die minder beliep dan die van den voorzitter van het Hof van Cassatie en meer bedroeg dan die van de eerste voorzitters van de Hoven van Beroep.

De wedde van de leden werd anderzijds steeds gelijkgesteld met die van de kamervoorzitters der Hoven van Beroep.

Bij toepassing van deze principes, bepaalt het voorstel dat wij onderzoeken, de wedden van de voorzitters van het Rekenhof op 85,000 frank, eene wedde die overeenkomt met die welke voorzien werd, in het perequatieontwerp van 22 December 1827, voor den kamervoorzitter bij het Hof van Cassatie en voor den eersten voorzitter van het Hof van Beroep; deze twee wedden stemden overeen in het ontwerp.

Doch de Kamer heeft bij de eerste en tweede lezing (6 en 14 Juni 1928) de wedde van den kamervoorzitter bij het Hof van Cassatie op 88,000 frank gebracht; zij heeft de wedde van de eerste voorzitters van de Hoven van Beroep gebracht op 85,000 frank.

Die stemming zal stellig ook door den Senaat bekrachtigd worden.

⁽¹⁾ Wetsvoorstel, n^o 197.

⁽²⁾ De Commissie bestond uit de heeren Carton de Wiart, voorzitter, Carlier, Eekelers, Gendebien, Golenvaux, Melckmans en Pierco.

Hieruit vloeit voort, dat de wedde van den eersten voorzitter van het Rekenhof zou moeten verhoogd worden, ten einde, volgens het gebruik, de wedde te overschrijden van de eerste voorzitters der Hoven van Beroep en die te benaderen van den kamervoorzitter bij het Hof van Cassatie.

Thans is zulks mogelijk, daar de Kamer een verschil heeft ingevoerd tusschen de wedden van de betrokken magistraten.

Uwe Commissie is des te meer van gevoelen dat haar voorstel dient aangenomen te worden betreffende de verhooging ten voordeele van den eersten voorzitter van het Rekenhof, omdat zij oordeelt dat die welke den hoogsten graad bekleedt eene hoogere wedde moet ontvangen.

Zij stelt U dus voor, de wedde van den eersten voorzitter met 1,500 frank te verhoogen en deze aldus te brengen op 85,500 frank; de voorzitter zou eene wedde ontvangen van 85,000 frank.

Eene tweede opmerking is noodzakelijk: het ons voorgelegde voorstel verleent driejaarlijksche verhoogingen van 1,500 frank, zonder dat het cijfer van 9,000 frank moge overschreden worden. Dit wordt aan de magistraten toegekend in het ontwerp van 22 December 1927.

Hier ook heeft de Kamer eene andere verhoogingsformule voor de magistraten aangenomen. Uwe Commissie is van gevoelen dat er reden bestaat om hetzelfde regime toe te passen op de leden van het Rekenhof, met inbegrip van den eersten voorzitter en den voorzitter, en hun, evenals aan de magistraten, verhoogingen toe te kennen na iedere periode van drie jaar werkelijke functies; de voorzitters en raadsheeren van het Hof van Beroep ontvangen dan 6 achtereenvolgende weddeverhoogingen: 4 van 1,500 frank en 2 van 2,500 frank; de griffiers bekomen 10 achtereenvolgende verhoogingen: 8 van 1,000 frank en 2 van 1,500 frank; er is geen sprake meer van de grens van 9,000 frank.

Wanneer uwe Commissie deze verhooging van de wedde van den eersten voorzitter van het Rekenhof en de driejaarlijksche verhoogingen voor de leden er van voorstelde, verwezenlijkte zij de inzichten der indieners van het voorstel; deze wijzigingen werden door hen voorzien in geval het Parlement wijzigingen bracht in het perequatieontwerp betreffende de wedden der magistraten.

De andere artikelen van het voorstel lokten geene kritiek uit.

Wat betreft het personeel van het Rekenhof, heeft uwe Commissie zich afgevraagd, evenals de indieners van het voorstel trouwens, of het getal beambten niet te groot was.

Inderdaad, na den wapenstilstand, heeft het Rekenhof, met het oog op het waarlijk ontzaglijk werk dat aan het Rekenhof opgelegd was, zijn personeel aanzienlijk moeten versterken. Dit telt thans 170 ambtenaren en bedienden in actieven dienst en 7 op nonactiviteit zonder wedde, om persoonlijke redenen of ter beschikking van de Kolonie gesteld.

Bij die 170 ambtenaren en bedienden in actieven dienst moeten gevoegd worden: 23 deurwaarders en boden, een deurwaarder-portier, wedde- of loonontvangende, werkvrouwen, te zamen 44 personen.

Op aanvraag van het Bureau der Kamer, heeft de eerste voorzitter van het Rekenhof het belang van het werk in het licht gesteld, waaraan het Rekenhof het hoofd moet bieden om de hooge toezichtstaak, die aan die instelling door het Parlement wordt toevertrouwd, te vervullen. Hij heeft al de reeds vervulde werkzaamheden opgesomd. Zoo men niet wil verzaken aan den onderzoeksarbeid welke die werkzaamheden omvatten, zoo besloot de eerste voorzitter, is het

voor het oogenblik, noodig het thans gebezigde personeel te behouden, en dit des te meer, omdat de nieuwe perequatie der pensioenen het aan het Rekenhof toevertrouwde werk nog zwaarder zal maken. Het Rekenhof neemt de tot uiting gebrachte verlangens, wat betreft eene strenge beperking van de uitgaven, in acht en sluit zich bij die verlangens aan; het verklaart dat van zoodra de werkzaamheden een normalen loop zullen genomen hebben, het Rekenhof dadelijk de richting zal volgen door het Parlement aangewezen, en het personeel zijner bureelen zal verminderen.

Het Parlement zal hiervan akte nemen.

Uwe Commissie is het eens om te erkennen dat de taak, aan het Rekenhof toevertrouwd, zeer zwaar is en dat het groote diensten aan het Land bewijst.

Om het eerste deel van dit verslag te sluiten, stelt de Commissie de volgende amendementen voor op het eerste artikel :

A. — Het cijfer der wedde van den eersten voorzitter van het Rekenhof brengen op 86,500 frank.

B. — De slotparagraaf te vervangen door de volgende :

De leden van het Rekenhof ontvangen, na iederen termijn van drie jaar functie de volgende weddenverhoogingen :

De voorzitters en leden, zes achtereenvolgende verhoogingen : vier van 1,500 frank en twee van 2,500 frank ; de griffiers, acht van 1,000 en twee van 1,500 frank.

Onder voorbehoud van deze wijzigingen, noodigt uwe Commissie U eenparig uit het voorstel aan te nemen.

De Verslaggever,

L. GENDEBIEN.

De Voorzitter,

H. CARTON DE WIART.
